

CIBLE

Émigrés

Libéraux, socio-libéraux, ultra-libéraux, faites des économies ! Cessez de prendre le train ou l'avion pour Londres : le « modèle » anglais est mort ; le miracle britannique n'a pas eu lieu. Il est donc inutile et absurde d'aller faire dans les officines blairistes votre marché de recettes pour l'emploi flexible et le travail agile.

Les Britanniques, sachez-le, fuient leur île. L'année dernière, 359 500 personnes ont choisi d'émigrer et les chiffres augmentent chaque année. S'agit-il de pauvres ? Pas du tout. Ceux-là restent au Royaume-Uni, sans doute faute de moyens pour s'en aller car l'envie de partir tenaille la moitié de la population. Ce sont les diplômés qui prennent le large, les membres des classes moyennes qui fichent le camp. Privatisations désastreuses, bureaucratie galopante, violentes injustices sociales, le bilan est globalement négatif et ils veulent échapper au désastre.

Nos amis anglais sont les bienvenus en France, eux qui ont généreusement accueilli nos réfugiés et nos combattants. Mais ils peuvent aussi demeurer sur place et se débarrasser des responsables de leurs malheurs.

MAJORITÉ

La droite enlisée

Énergie

Un projet pour demain

p. 6-7

Idées

Religiosité américaine

p. 9

La grande misère des sociopathes

La sociopathie n'est pas une nouvelle doctrine socialiste mais une forme aiguë de confusion mentale : la vision classique de la représentation politique disparaît dans les fantasmes d'un sociologisme manipulable à l'infini.

Le sociopathe est toujours un personnage sympathique. Il se présente selon la technique du jeune vendeur d'une revue de jeunes gens qui pose la question-clef au quidam moins jeune : « *Vous n'avez rien contre les jeunes ?* ».

Bien sûr qu'on n'a rien contre les jeunes, alors on se sent obligé d'acheter ce qu'ils offrent, les jeunes, sur le marché de la tendresse humaine. Il y eut ainsi dans les années soixante un grand élan vers les jeunes - ceux de la *génération yé-yé*. Ce culte niaseux a cessé en mai 1968 lorsqu'on s'est aperçu que les jeunes ne se contentaient pas d'applaudir Johnny et Sylvie : ils jetaient des pavés, brûlaient des voitures de moins jeunes et contestaient les gens qu'ils jugeaient trop vieux.

On en a voulu aux jeunes. À un tel point que, quelques années plus tard, ils furent remis aux forces du marché - celles

qui conduisirent au chômage, aux petits boulots et, après bien des initiales de contrats au rabais, au CPE.

Quant aux sociopathes, ils n'ont pas désarmé. Dans les années soixante, ils s'étaient nourris d'une sociologie basique qu'ils ont bricolée en une sorte de système mou qui repose sur une assertion : la représentation nationale doit représenter la société dans ses différences visibles.

On commença donc par imposer la parité, sous prétexte que les femmes représentaient la moitié du genre humain. D'où l'obligation faite aux partis politiques de désigner 50 % de candidates. Les élections législatives de 2002 se sont faites selon cette règle, qui n'a eu aucun effet sur la vie parlementaire et qui n'a pas non plus transformé la manière de légiférer. Par exemple, la *douceur* féminine, chantée par les machos et par les féministes, n'a pas permis

d'imposer l'égalité des salaires entre hommes et femmes.

Sans réfléchir sur cet échec, le Parti socialiste s'est lancé dans une formidable surenchère en réservant à des femmes 30 % des circonscriptions qu'il pourrait gagner aux prochaines législatives. Cela pose de sérieux problèmes sur lesquels je ne me pencherai pas car il s'agit de la cuisine interne du parti hollandiste. Mais cela montre la puissance des sociopathes, qui ne rencontrent plus de limites.

La présence des femmes est devenue le critère de la modernité post-moderne, sans qu'on s'interroge jamais sur l'idéologie et les intérêts de classe qu'elles défendent. La violence de Margaret Thatcher est oubliée. Celle de Condoleezza Rice n'est pas prise en considération...

Le sociologisme gagna ensuite les grands médias. On dénonça les *écrans pâles* et on

réclama qu'une *discrimination positive* soit exercée au profit des personnes à la peau noire ou brune. Nous avions protesté contre cette mise en scène débile, qui n'a pas enrayé une seconde le mécanisme de ségrégation sociale dans diverses banlieues et qui n'a pas changé d'un iota le discours médiatique. La jolie diversité des teints sur une grande chaîne d'information câblée n'a pas empêché que ses journalistes participent activement au matraquage ultra-libéral pendant la campagne du référendum.

On ne s'arrêtera pas à la représentation des sexes et des couleurs. Il n'y a pas de raison pour que les *seniors* (20 millions de Français) ne bénéficient pas de quotas au Parlement et à la télévision. Et la participation très active des étudiants et des lycéens et des étudiants aux manifestations contre le CPE devrait logiquement aboutir à la constitution de contingents de jeunes dans les assemblées et sur les plateaux (1).

Le sociologisme se heurte à une impossibilité pratique (représenter d'innombrables différences) mais conduit à l'effacement des enjeux politiques au Parlement et dans les médias. Il n'est donc pas surprenant que la politique se fasse aujourd'hui dans la rue, en attendant que la représentation nationale retrouve sa vocation essentiellement... politique.

Annette DELRANCK

(1) Curieusement, on oublie de se poser la question de la représentation des classes sociales et des groupes socioprofessionnels. Le Conseil Économique et Social est fait pour ça, mais il ne sert à rien.

royaliste 
BIEN-ÊTRE POLITIQUE ÉCONOMIQUE NÉCESSAIRE

SOMMAIRE : p.2 : La grande misère des sociopathes - p.3 : Le bal des extravagants - La candidate agile - p.4 : Manoeuvres et confusion - p.5 : Le retour de l'Inca - p.6/7 : Promouvoir les biocarburants - p.8 : Jaurès - Penser les médias - p.9 : Dieu est-il américain ? - p.10-11 : Congrès de la NAR - p. 12 : Editorial : Fragiles victoires.

RÉDACTION-ADMINISTRATION
17, rue des Petits-Champs, 75001 Paris
Téléphone : 01.42.97.42.57
Télécopie : 01.42.96.99.20
Dir. publication : Yvan AUMONT
Com. paritaire 0509 G 84801
ISSN 0151-5772

Bulletin d'abonnement

Nom/Prénom :

Adresse :

.....

Profession : Date de naissance :

Adresse internet :

souscrit un abonnement de :

☐ trois mois (20 €) ☐ six mois (30 €) ☐ un an (47 €) ☐ soutien (100 €)

ROYALISTE, 17, rue des Petits-Champs, 75001 PARIS

Le bal des extravagants

À chacune des phases de la crise économique et sociale, d'aucuns nous présentent la solution miracle : passer à la VI^e République, cette illusion sans avenir.

Absurde ! Ubuesque ! Et, bien sûr, abracadabran-tesque ! Pour décrire l'imbroglia créé par l'obstination du Premier ministre, la farce de la promulgation et les négociations compliquées de la première semaine d'avril, les adjectifs n'ont pas manqué et nous pourrions en ajouter une bonne dizaine sans que la situation soit élucidée pour autant.

La tension dans le pays est trop forte pour qu'il soit besoin d'y ajouter des motifs d'énervement. Or plusieurs beaux esprits profitent de la situation pour relancer le thème du changement de régime. À chaque moment de la crise de longue durée qui secoue la vie politique, on nous chante la ritournelle du passage à la VI^e République. Jean-Marie Le Pen arrive au second tour en 2002 ? Passons à la Sixième ! Les Français votent *Non* le 29 mai 2005 ? Passons à la Sixième ! Les dirigeants de droite ne parviennent pas à sortir du piège du CPE ? Passons à la Sixième !

Au risque de lasser, il faut rappeler que les institutions de la V^e République, telles que le général de Gaulle les avait voulues, ne sont en rien responsables de la crise politique et sociale. Sans oublier un instant que le quinquennat est contraire à l'esprit des institutions gaulliennes, notre V^e République offre tous les moyens de l'action politique

décisive, dès lors que les dirigeants du pays daignent les utiliser.

Après le 29 mai, le président de la République, prenant acte du divorce entre la représentation nationale et le suffrage populaire, pouvait prononcer la dissolution de l'Assemblée. Cette décision ne convenait ni à la droite ni à la gauche mais elle aurait probablement évité ou du moins différé la révolte sociale. Face au refus du CPE, Jacques Chirac pouvait demander une nouvelle lecture de la loi sur l'égalité des chances au lieu de piétiner la légalité et de piloter à vue des négociations confuses. La rivalité entre les présidentiables de droite pouvait se développer au sein du parti majoritaire si le chef de l'État n'avait pas confié Matignon à un candidat potentiel et accepté que le président de l'UMP soit ministre de l'Intérieur.

Quant au projet constitutionnel des partisans de la VI^e République, nous sommes toujours dans l'expectative. Tantôt on ressort le *régime présidentiel* au mépris de l'expérience désastreuse que la France en a faite, tantôt on vante un système à l'anglaise - primauté du Premier ministre - en oubliant que le Royaume-Uni... est une monarchie, qui trouve dans la couronne son principe permanent d'arbitrage.

Et si l'on cessait de dire n'importe quoi ?

Sylvie FERNOY

La candidate agile

Tandis que la bataille politique et la lutte sociale faisaient rage, quatre hebdomadaires mettaient Ségolène Royal à la « une » et relançaient le bavardage médiatique sur le personnage.

Oui, mes amis, quatre hebdomadaires, pas un de moins. Auxquels il faut ajouter un entretien sur TF1. Cette « offensive » médiatique de Ségolène Royal a été abondamment commentée par des médias qui ont une fois de plus pratiqué le jeu de miroirs. Ceci en une semaine cruciale dans la bataille autour du CPE, ce qui montre l'incurable snobisme de certains patrons de presse.

Bien sûr, il eut été normal que Ségolène Royal occupe partout la première place si elle avait joué un rôle décisif dans la crise actuelle et proposé de réformer le droit social selon les principes du socialisme français.

Mais non... Les propositions ne viendront qu'en septembre, dans un livre qui va être publié sur la Toile et qui intégrera les commentaires des internautes. La future candidate va donc nous faire le coup, déjà trop connu et parfaitement démagogique, du programme-éponge.

Si je propose à Madame Royal que la France sorte, après l'Italie, de la zone euro, va-t-elle intégrer ma proposition, qui résulte de mon *expertise* citoyenne, dans son catalogue électoral ? On devine sans peine que l'appel à l'*expertise* des citoyens relève de la manipulation et que le livre sera arrangé par ses agents électoraux.

Dans le *Nouvel Observateur* (6 avril), François Bazin souli-

gne que la future candidate est experte, quant à elle, en « glissements sémantiques ». Elle avait évoqué la souplesse, traduite à Londres par *flexibility*, et ses adversaires socialistes l'avaient accusée de blairisme. Qu'à cela ne tienne : Madame Royal parle maintenant d'*agilité*. Mauvais choix : le mot est employé par Michel Camdessus dans son rapport ultra-libéral, que Nicolas Sarkozy a adopté ! Pour éviter qu'on la soupçonne d'affinités suspectes, la candidate va devoir replonger dans un dictionnaire des synonymes, elle qui a déjà remplacé « démocratie participative » par « pouvoir d'expertise » des citoyens et « discrimination positive » par « égalité réelle ».

Ainsi agissent depuis des décennies les plus cyniques des technocrates qui sont aussi les plus naïfs : croire que les tours de magie sémantique nous abusent, conduit à penser que le peuple est infantile. C'est comme cela qu'on se retrouve avec un rejet massif du « traité constitutionnel » et face à des millions de manifestants.

D'où l'inquiétude de François Bazin : « *Et si, à l'origine du « royalisme » qui déferle aujourd'hui sur la gauche, il y avait un travail subtil sur ces mots qui, à force d'être répétés et déformés, ne veulent plus rien dire et font perdre toute crédibilité à ceux qui les emploient ?* ». Bien vu !

Angélique LACANE

Manœuvres et confusion

Dans la confusion qui règne et la mouvance de la situation ambiante il est bien difficile de mener une analyse qui risque d'être périmée avant même que d'avoir été formulée. Essayons tout de même d'y voir clair...

Un président qui promulgue la loi - validée par le Conseil constitutionnel - sur l'égalité des chances et en suspend aussitôt l'article 8 qui instaure le Contrat première embauche (CPE). Une loi publiée au Journal officiel et qui ne devrait pas être pas appliquée(1). Des millions de personnes dans la rue et un Premier ministre sourd à la colère, qui se paie même le culot, le 6 avril, depuis Matignon, alors que d'aucuns l'annoncent démissionnaire, de narguer ses opposants en se projetant dans l'avenir. Des parlementaires qui n'ont rien à dire et qui consultent les syndicats de salariés, les organisations patronales et les mouvements de jeunes sous prétexte de présenter une nouvelle proposition de loi. Un chef de parti et ses hommes de main qui s'activent en coulisse pour faire capoter ce semblant de dialogue. La situation devient chaque jour de plus en plus confuse. Pour comprendre où l'on va, essayons de voir comment on en est arrivé là.

Matignon, le 16 janvier 2006 : Dominique de Villepin donne sa sixième conférence de presse mensuelle depuis sa nomination. Après plusieurs semaines de réflexion, il expose la seconde phase de son plan de lutte pour l'emploi consacré au moins de 26 ans. Parmi les mesures présentées, figure le CPE, un nouveau contrat de travail élaboré dans le plus grand secret, qui prévoit une période d'essai de deux ans, donc la possibilité de licencier un salarié sans

avoir à justifier la rupture du contrat de travail. En août, le Contrat nouvelles embauches (CNE) - frère jumeau du CPE, mais réservé aux entreprises de moins de vingt salariés - est passé sans opposition ; le Premier ministre fait le pari qu'il en sera de même pour le CPE.

Il pense, par ailleurs, pouvoir rééditer l'exploit réalisé par Jean-Pierre Raffarin en 2003 avec la réforme des retraites. Au pire, si le mouvement persévère, il jouera le pourrissement, comme il l'a fait après les manifestations du 4 octobre dernier pour l'emploi, les salaires et le pouvoir d'achat. Mauvais calcul : ce qui était faisable par Raffarin ne l'est plus avec Villepin. Le premier inaugurerait alors le quinquennat et disposait d'une légitimité récemment acquise dans les urnes ; il avait su associer à la décision les partenaires sociaux et pouvait compter sur deux alliés de poids : la CFDT pour faire accepter la réforme, la CGT pour canaliser les mécontentements. Aujourd'hui, le quinquennat tire à sa fin et la France est déjà en campagne électorale ; l'unité syndicale, reconstituée, à l'occasion des manifestations qui ont émaillé l'année 2005 en janvier, février, avril et octobre, affiche une étonnante solidité.

Autre erreur d'appréciation : l'actuel chef de gouvernement table sur l'apparente division syndicale et l'absence de réaction des lycéens et des étudiants ; Gilles de Robien, son ministre de l'Éducation

nationale, et François Goulard, chargé de l'enseignement supérieur, ne l'ont-ils pas assuré du calme des universités. Mais le CPE est considéré par les jeunes qui ne parviennent pas à trouver leur place dans la société, comme une nouvelle attaque dirigée contre eux. La crise des banlieues est passée par-là. Tant et si bien que, aujourd'hui, ce ne sont pas les syndicats qui détiennent la clef de la sortie de crise, mais les étudiants.

Contrairement à ce qui s'est passé en 2003, où les manifestations de salariés étaient le seul mode d'expression du mécontentement - il faut rappeler qu'il n'y eut alors aucune grève dans les entreprises - les manifestations de 2006 sont le relais des occupations de facs et des grèves d'étudiants. Par ailleurs, les organisations de lycéens et d'étudiants ne parviennent pas à circonscrire les actions spontanées qui risquent de dégénérer.

Dominique de Villepin voudrait laisser pourrir la situation qu'il ne s'y prendrait pas autrement. Cette stratégie - qui révélerait un Villepin plus retors qu'on ne le pense - n'est pas à exclure... bien qu'elle ne soit pas sans risque et qu'elle repose sur un pari : un arrêt instantané des violences et autres opérations coup de poing dès lors qu'une version édulcorée du CPE aura été adoptée. Contrairement à ce qu'on aurait pu croire après la déclaration de Jacques Chirac, le 31 mars dernier, le Contrat première embauche (CPE)

n'est pas (à l'heure où nous écrivons ces lignes) complètement caduc. D'abord parce que Dominique de Villepin est parvenu à tenir le cap, contre vents et marées, jusqu'aux vacances scolaires de printemps de la région parisienne. Ensuite, en feignant de se mettre sur la touche, il a réussi à renouer le contact avec les organisations syndicales, des pièces maîtresses de son dispositif, qui craignent plus que tout le désordre que provoquerait sa chute. Enfin, le Premier ministre, même s'il est contraint de revenir sur la période de consolidation de deux ans, aura réussi à distiller l'idée que la flexibilité est nécessaire à la relance de l'emploi, et que, dans les négociations, qui ne manqueront pas de s'ouvrir, une fois le pays sorti de la crise, tout pourra être mis sur la table, y compris, comme le réclame déjà Laurence Parisot, le temps de travail et le Smic. Il peut, également compter sur la fatigue de certains manifestants, le ras-le-bol de l'opinion publique et sur le ralliement de certaines organisations syndicales.

Mais, les derniers rebondissements semblent donner tort à Dominique de Villepin : loin de pourrir, le mouvement a même repris de la vigueur, aidé par l'arrogance du Premier ministre lors de sa conférence de presse du 6 avril et la morgue de Bernard Accoyer et de Jocelyn de Rohan. Si rien ne bouge au cours du week-end des 8 et 9 avril - le Président de la République pourrait annoncer le *remplacement* du CPE par une nouvelle loi avec un dispositif d'insertion centré sur les jeunes en difficulté qui recueillerait l'accord des syndicats - l'intersyndicale pourrait décider de nouvelles manifestations aux alentours du 20 avril et si le gouvernement ne plie toujours pas une manifestation nationale unitaire pourrait se dérouler à Paris le 1^{er} mai.

Nicolas PALUMBO

(1) Le conditionnel s'impose : bien que Jean-Louis Borloo ait affirmé que le gouvernement ne fera pas imprimer de formulaire de CPE, des sites internet mettent en vente des contrats type. Gageons qu'un chef d'entreprise provocateur en fera signer un...

Le retour de l'Inca

Le réveil des Indiens de la région andine n'est pas le succès de gauche ou du populisme, mais un retour de l'Histoire.

L'élection d'un Aymara, Evo Morales, à la présidence de la Bolivie mi-décembre, le succès attendu d'un Quechua, Ollanta Humala, aux élections du 9 avril au Pérou, les manifestations contre le traité de libre-échange avec les États-Unis, menées par la confédération des *nationalités indigènes* d'Équateur, nous rappellent que la population indienne dans ces territoires de l'ancien empire Inca est aujourd'hui de 60 % dans le premier, 40 à 45 % dans les deux autres. Ces populations avaient été laissées à l'écart de la vie politique depuis l'indépendance il y a deux cents ans, captée par une élite hispanisée.

Ce qui se passe aujourd'hui dans ces trois pays ne souffre aucune récupération. La gauche latino n'est un concept que pour la fraction européanisée de la population. Les Indiens ont refusé de constituer plus longtemps une masse de votes que les traditionnels partis de gauche ou de droite achetaient pour alterner au pouvoir. L'exercice du pouvoir par une gauche classiquement social-démocrate européenne au Chili de Mme Bachelet, par une gauche qui se reconnaît à tort ou à raison dans un certain altermondialisme au Brésil de Lula, par une gauche syndicale plus incertaine en Argentine sous couvert du néo-péronisme de Kirchner, n'a rien de commun avec ce pouvoir indien.

Celui-ci n'est pas non plus la répétition du populisme vénézuélien à la Chavez, ni a fortiori du *castrisme*, même si toutes ces expériences partagent un même rejet de l'impérialisme nord-américain et un souci de renationalisation de leurs ressources naturelles et de redistribution sociale.

Il est difficile depuis New York ou Paris mais aussi des quartiers bourgeois d'Amérique « latine », de percevoir la réelle portée du réveil indien. Qui ne se souvient pourtant de l'humiliation de ce jeune Indien dans une rue de Callao (Pérou) dont un Blanco renverse le panier d'oranges, Blanc que Tintin corrige, ce qui lui ouvrira plus tard les portes du *Temple du Soleil* ? Il n'y a en effet pas de solution de continuité du pongo à l'Inca, du valet à l'Empereur.

Peut-être n'est-ce qu'un ultime avatar de périodiques révoltes indiennes sans lendemain ? Peut-être les États-Unis et leurs alliés de droite (voire d'extrême-droite) en Colombie, au Paraguay ou de gauche *libérale*, récupéreront-ils le mouvement après l'avoir vidé de sa substance ? Isolés, marginalisés, inexpérimentés, les Indiens ne sont néanmoins pas arrivés à la maturité politique actuelle sans appuis extérieurs, après un long mûrissage du mouvement *indigéniste* qui n'est pas composé que d'Indiens pauvres ou d'anciens marxistes ou théologiens de la libération. Bien au

contraire. Le mouvement est intellectuellement respectable et non-idéologique. Pour autant, hors des trois pays andins, ils ont peu d'alliés. Ni dans le cône sud ni au nord ils ne peuvent compter être bien compris et reconnus. L'aire maya ou aztèque au Mexique, qui concentre beaucoup d'espoirs, n'a que peu de contacts historiques ou culturels avec l'aire inca. Peuvent-ils alors compter sur une compréhension internationale ? Les promoteurs idéalistes des *Peuples premiers* ne tardent pas à être rappelés aux dures réalités par les intérêts industriels nationaux ou multinationaux (Total, Suez, etc.).

Les Indiens sont bien seuls dans leur aventure. Ils ne sont ni de droite ni de gauche, mais d'ailleurs. L'espoir est que prenne forme la synthèse entre l'avant-hier et l'après-demain, la tradition et la modernité, non par le métissage (des deux précédents présidents péruviens finalement rejetés) mais le passage des Indiens pris collectivement comme peuple à la contemporanéité. L'avenir n'est pas à une réussite individuelle comme on le croit encore de l'immigration latino aux États-Unis, mais à la souveraineté comme nation. Tels sont quelques-uns des enjeux d'après-demain : le devenir de la nation dite *hispanique* aux États-Unis ; l'unité de la nation indienne andine par-delà la balkanisation de l'indépendance *hispanique* contrebattue en vain par Bolivar. L'avenir nous réserve encore plein de surprises.

Yves LA MARCK

BRÈVES

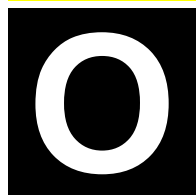
♦ **GHANA** – La cérémonie d'investiture du roi des Ashanti, Otumfuo Osei Tutu II, âgé de 56 ans, comme chancelier de l'Université de Kumasi (capitale de la nation Ashanti), confirme le rôle croissant qu'il joue dans la vie sociale et économique du pays. Cérémonie haute en couleurs célébrée en présence de tous les chefs traditionnels ainsi que de celle du président de la République, John Agyekum Kufuor, qui siègeait sur un petit tabouret aux côtés du roi juché sur son *Golden Stool*, siège traditionnel symbole de sa fonction d'asantehene (roi). Intrônisé en 1999, à la mort de son frère, pour prendre le pouvoir sur un territoire qui couvre une région entière, le roi est devenu le second personnage du pays. Monarque à la fois moderne et traditionnel il a créé des fondations dans les domaines de l'éducation et de la santé tout en présidant la Maison des Chefs, rendant la justice et procédant à des arbitrages dans les conflits et les litiges.

♦ **ESPAGNE** – Terminant une visite d'État de trois jours en France, le roi Juan Carlos et la reine Sophie se sont rendus à Toulouse pour visiter le site d'Airbus mais surtout pour rencontrer l'importante communauté espagnole (plus de 8 500 personnes) établie ici. Accueillis dans les locaux de la préfecture, anciens combattants de la guerre civile, réfugiés économiques des années 50 et 60, jeunes de la troisième génération ont été très sensibles à cette visite de leur roi. Celui-ci a rendu hommage « à tous les Espagnols qui au cours des dernières décennies et dans des circonstances difficiles ont fait leur chemin, donnant un exemple d'intégration dans ce pays, mais sans pour cela perdre leur identité, leur langue et leur culture. Sans perdre, en définitive, leur passion pour l'Espagne ».

♦ **THAÏLANDE** – C'est finalement l'intervention royale qui aura conduit le Premier ministre, contesté par une importante partie de la population, à se retirer « pour prendre du repos » après avoir désigné un Premier ministre intérimaire jusqu'à la formation d'un nouveau gouvernement. Alors qu'il se battait bec et ongles pour défendre son poste de Premier ministre, Thaksin Shinawatra a été convoqué par le roi Bhumibol Adulyadej. A la suite de cette audience il a annoncé dans une intervention télévisée qu'il jetait l'éponge et qu'il « fallait nettoyer la maison et mettre un terme à la confusion » avant les célébrations du 60^e anniversaire du règne du souverain en juin prochain.

♦ **BELGIQUE** – Révolution de palais au... Palais royal ! La fonction de Grand Maréchal de la Cour disparaît et le titre même est supprimé. A la place, la maison du Roi se réorganise en *départements* (protocole, relations extérieures, requêtes, économie social et culturel). Les chefs de ces départements viendront rejoindre le chef de cabinet, le chef de la maison militaire et l'intendant de la liste civile pour former le Comité de direction du Palais.

Promouvoir les biocarburants



On se plaint de la hausse du prix du pétrole, de la pollution provoquée par le carburant et l'on multiplie les déclarations sur les énergies de substitution sans que des décisions à longue portée soient prises dans notre pays. Pourtant, la mise en œuvre d'une politique industrielle des biocarburants est possible, à condition qu'on parvienne à surmonter certains obstacles – qui servent trop souvent de prétexte à l'inaction.

Le débat entamé bien avant la négociation des accords de Kyoto avait permis de mettre en lumière la nécessité de limiter de manière drastique les rejets dans l'atmosphère de gaz dangereux, au premier rang desquels se trouve le CO² massivement issu de la combustion des carburants fossiles.

Quelles que soient les études auxquelles on se réfère, une chose semble certaine, les réserves de pétrole brut, pour autant qu'elles soient exactement quantifiables, sont aujourd'hui en voie d'épuisement. Pour la première fois dans l'histoire de l'utilisation de cette ressource, la hausse continue de la demande, avec l'émergence de la Chine notamment, n'est plus contrebalancée par la découverte et l'exploitation de gisements nouveaux. Les nouvelles exploitations de gisements indirects sont très chères. En outre tant cette question de quantité que les problèmes politiques liés au marché des hydrocarbures font que le prix du baril n'a que peu de chances de se situer en deçà des 70/80 dollars.

Il n'est plus ici question d'être optimiste ou non, le temps est venu de trouver des ressources de substitution. L'équation est simple à poser : nous utilisons chaque année 50 millions de tonnes de carburants, avons nous les moyens de substituer des ressources nouvelles à tout ou partie de ces besoins ? Une fois ce préalable posé, à quel coût et dans quelles conditions ?

L'existant et le possible

L'utilisation des biocarburants est sans doute la manière la plus efficace d'envisager le problème. Comme leur nom l'indique, les biocarburants sont issus de la transformation de ressources végétales ou animales pour la production de carburants. On en connaît de deux sortes : les éthanol issus de la distillation de toute plante contenant du sucre comme les betteraves ou la canne à sucre, ou de l'amidon comme le blé ou le maïs ; et les huiles issues de végétaux ou de graisses animales.

Le Brésil nous montre l'intérêt des éthanol dont il est le premier producteur

mondial, couvrant par cette seule ressource 60 % de ses besoins, proportion énorme mais peut-être un peu rapide et coûteuse en matière d'environnement. Deux problèmes se posent alors. La production d'éthanol est gourmande en énergie, il faut compter environ 0,5 tonne d'énergie pour une tonne produite.

Deuxième inconvénient, en terme de rendement en puissance moteur, il faut



compter 50 % de plus d'éthanol pour obtenir un résultat égal à

un litre d'essence. Notons qu'il est possible de l'ajouter en additif au carburant classique à hauteur de 15 % maximum.

Pour les huiles, le problème est bien différent. Le rendement énergétique est à 6 % près le même et la demande d'énergie pour la production

n'atteint pas 35 % de la quantité produite. L'utilisation peut se faire sans modification des véhicules, un simple kit à installer et à régler le problème du gel à - 20°. En somme, rien n'empêche les nombreux utilisateurs de véhicules diesel de remplacer du jour au lendemain leur passage à la pompe par le versement d'huile de colza ou de tournesol dans leur réservoir. Rien, sauf Bercy qui y trouve, lui, largement à redire... Au point de rendre la chose parfaitement interdite. Le manque à gagner sur la fameuse TIPP est l'un des freins les plus puissants au développement de cette solution.

Notre chère Europe aimerait que nous portions notre effort de production de 2 % (800 000 tonnes) cette année à 5,75 % en 2010, soient environ 2,5 millions de tonnes. Bien lui en prend (pour une fois)...

Voilà les grandes lignes posées. Entrons dans le détail.

Que pouvons-nous faire ?

Si nous allons au plus simple, envisageons de régler le problème du biodiesel. Le meilleur rendement est celui offert par le colza. Il existe aujourd'hui des variétés susceptibles de fournir 4 tonnes à l'hectare. Sur ce résultat, le taux de production d'huile atteint 45 %, soit 1,8 tonne à l'hectare environ. Notons en

sus qu'une partie du reste, le tourteau, peut servir à nourrir le bétail et une autre à fournir une partie de l'énergie nécessaire à la transformation.

Une politique active nous amène à considérer que nous devons produire 15 millions de tonnes de biodiesel chaque année dans 5 ans.

Le calcul est simple. **Nous devons trouver 8 millions d'hectares.** C'est sur ce point que les détracteurs de cette production fondent leur principale critique. Soyons réalistes. Nous partons des 600 000 hectares actuellement existants, nous pouvons, la première année de notre programme libérer les 1,4 million d'hectares en jachère et susceptibles de produire du colza. Production de première année : 3,6 millions de tonnes de biodiesel.

Selon certains spécialistes, nous pouvons récupérer dans un délai de deux années environ 3 millions de nouveaux hectares inutilisés ou employés à des productions largement excédentaires. Production de deuxième année : 6,2 millions de tonnes et 9,5 millions de tonnes en troisième année. La réaffectation de terres fournira encore 1,5 nouveaux millions d'hectares la quatrième année et la même surface la cinquième. Notons qu'entre temps et suivant les hausses de rendement constant depuis 10 ans maintenant, la production à surface constante aura progressé de 18 %.

Première critique : la non-disponibilité de terres cultivables suffisante.

Jachères + redéploiement en apportent déjà beaucoup et selon les calculs les plus sérieux, nous pourrions même en avoir plus si nous reprenons une portion des surfaces non utilisées que leurs propriétaires ont laissé gagner par les bois. En plus, rappelons que le territoire français ne se limite pas au seul hexagone et que certains de nos territoires d'outre-mer ont la capacité de produire également de l'huile, ne serait-ce que pour la production locale. Au-delà de ça, cette production peut être une

chance nouvelle pour une politique de coopération. Bien des pays pauvres le sont faute de ressources naturelles suffisantes, et des pays comme Madagascar pourraient trouver là un sûr, rentable et durable moyen de développement, à condition d'être efficacement soutenus.

Deuxième critique : production = engrais, pesticides et pollution diverses.

Grief plus sérieux déjà. L'encadrement doit être ici très strict et l'innocuité environnementale visée pour objectif.

Troisième critique : ces productions sont gourmandes en énergie.

Découverte pour ceux qui pensait que le pétrole se raffinaient tout seul. Réalité, entre la culture et la transformation la demande d'énergie par tonne

indispensable, c'est un motif supplémentaire de ne pas la différer.

En outre, cette politique industrielle nouvelle sera à terme aussi génératrice de richesses et donc de rentrées fiscales. La montée en charge progressive de la production permet d'appréhender cette question.

Les implications en matière d'aménagement

Nous savons aujourd'hui que la désertification du territoire et son corollaire la concentration urbaine est un problème tant humain qu'économique et politique. L'avantage principal de la production de biocarburant est qu'il est envisageable d'utiliser des petites structures locales de production. Double avantage d'éviter les transports sur de longues distances des



de production est de 350 kilos d'énergie. Encore faut-il parler de l'auto-fourniture et de la biomasse. Rappelons que nous ne produisons pas de l'huile de cuisine et que le raffinage n'est pas nécessaire. Des progrès sont évidemment à réaliser.

La question fiscale

L'un des problèmes les plus sérieux est d'ordre financier. La TIPP rapporte chaque année des sommes colossales au budget de l'État. Notons que notre objectif n'est nullement et surtout pas de faire baisser le coût du carburant à la pompe. Il faut pourtant avouer que la part de taxe devra baisser pour rendre le nouveau carburant compétitif. C'est une part de l'investissement que nous devons réaliser. Comme nous estimons qu'une vraie réforme fiscale est

productions et de redynamiser le tissu rural. Les emplois directs sont en nombre conséquent, les emplois induits sont aussi à considérer. Cette nouvelle politique nous offre une chance de créer une activité nouvelle qui ne nécessite pas le redéploiement d'une production existante, processus coûteux et délicat tant économiquement que socialement.

La remise en culture de pans entiers du territoire permettra d'aider à la redynamisation. Des agriculteurs aujourd'hui en mauvaise situation peuvent y trouver un débouché rentable et durable.

Les fonds nécessaires à cette politique industrielle sont importants. Les trouver pour des investissements aussi durables et aussi utiles est une priorité nationale. Les fonds gaspillés en pure perte, notamment à l'échelon régional, peu-

vent être rapidement redéployés.

Les conditions organisationnelles de la réussite

Deux écueils menacent. La première erreur serait de considérer cette nouvelle production agricole comme un simple développement de l'existant. Il s'agit donc de créer une filière nouvelle qui échappe tant à la politique agricole européenne qu'à la sinistre mainmise de la FNSEA. Pour cela, il faut mettre sur pied une industrie agricole nouvelle.

La deuxième difficulté vient des pétroliers. Depuis les privatisations forcées et la concentration des compagnies les clients n'ont fait que payer pour des enjeux qui non seulement les dépassent mais leur coûtent chaque année plus cher.

L'État doit être le moteur. Il est facile d'envisager la création d'une société nationale nouvelle, sur le modèle d'économie mixte qui nous est cher et dont l'objectif sera de produire des carburants alternatifs au pétrole. La puissance publique doit donc en contrôler la majorité du capital. Le solde sera détenu par les producteurs et les distributeurs. Produire de l'huile ne demande pas de structures de production d'une taille importante et, bien au rebours, permet d'envisager de petites unités.

La distribution ne pose guère de problème. En province, hormis les grands centres urbains, les petites stations ont pratiquement toutes disparues. Les grandes surfaces opèrent aujourd'hui la majorité de la vente de carburant. Participer à une activité réellement créatrice devrait forcément les intéresser.

Voilà une piste nouvelle à explorer et discuter. Tout nous pousse à promouvoir cette politique. Les considérations environnementales, financières, économiques, sociales et politiques concourent à faire de cet objectif un programme politique au meilleur sens du terme.

Pascal BEAUCHER

Jaurès

Penser les médias

O n aurait tort de croire que Jean Jaurès, historien méconnu de la Révolution, à instruit à charge le procès de la monarchie française, des monarchiens et de Louis XVI parce qu'il était socialiste. Philosophe de formation, Jaurès se révèle historien passionné et passionnant dans son « *Histoire socialiste de la Révolution française* » que les socialistes d'aujourd'hui et parmi eux ceux qui prennent des poses de jacobins, feraient bien de lire.

Dans une belle introduction à l'oeuvre, Max Gallo écrit que cette « *Histoire socialiste...* » se lit comme une tragédie. Jaurès la raconte, cherche à en comprendre les ressorts, médite en grand politique et montre que le mouvement de l'histoire n'obéit à aucune fatalité. Max Gallo cite la belle page dans laquelle Jaurès évoque et prolonge le rêve de Mirabeau :

« *Si le rêve de Mirabeau s'était accompli, si Louis XVI [...] était devenu le roi de la Révolution, il n'y aurait pas eu de rupture entre la France moderne et sa séculaire tradition. [...] Ainsi, c'est une monarchie à la fois traditionnelle, moderne, parlementaire et démocratique, qui aurait ordonné et stimulé de haut les mouvements d'un grand peuple libre* ».

Je ne peux tout citer mais ouvrez le livre à la page 85 et vous le reprendrez, j'en suis sûr, par le début.

Jacques BLANGY

📖 (1) Jean Jaurès - *Louis XVI*, présenté par Max Gallo, Tallandier, 2005. prix franco : 16 €.

Les nouvelles techniques de communication nous obligent à reconsidérer les analyses et les critiques classiques sur le pouvoir des médias et sur l'usage que les citoyens en font.

I l n'y a pas si longtemps, dans les années quatre-vingt, il y avait la Radio, la Télé, les journaux du matin et du soir, les hebdomadaires, les revues. Un ensemble structuré avec des langages qui ne l'étaient pas moins. On s'informait - du moins le croyait-on - on se divertissait, on se cultivait au fil de rendez-vous fixes avec l'éditorial du matin, la grand-messe du vingt heures, Bernard Pivot le vendredi, les variétés du samedi soir...

Cette structuration a maintenant éclaté et nous ne saurions nous en plaindre puisque nous sommes, pour une bonne part, les acteurs de ce bouleversement. Après le Minitel aux nombreux usages et le câble qui a multiplié les chaînes, les privatisations qui ont détruit le sens du service public de l'information, il y eut Internet, les blogs ou encore l'infotainment, ce mélange d'information et de divertissement dont *Le vrai journal* de Karl Zéro est l'exemple notablement douteux.

Pour s'orienter dans le nouveau paysage médiatique, deux numéros du *Débat* constituent des guides précieux (1).

On y trouvera de très utiles repères chronologiques (date de lancement de *Hélène et les garçons*, de *Témoin n° 1*, de la création de Vivendi Universal, etc.), une mise au point sur l'histoire des médias, des entretiens avec Jean-Claude Delarue, apôtre de l'étrange télé-vérité, David Pujadas, pe-

tit-maître des émotions télévisuelles, une analyse sur *Star Academy* et sur *Loft Story*...

Toutes les contributions méritent d'être lues mais je suggère de commencer par les analyses générales :

- Marcel Gauchet (*Contre-pouvoir, méta-pouvoir, anti-pouvoir*) explique que « *la logique de l'anti-pouvoir [médiatique] est de rendre le pouvoir impensable en général. Il sécrète une dépolitisation profonde qui commence avec ce dont il traite. Il se défait avec les pouvoirs qu'il dissout* » ;

- Denis Pingaud et Bernard Poulet montrent l'éclatement de la scène publique tout en dénonçant le « *mythe de médias démocratiques produits et contrôlés par tous* » alors que le vaste monde d'Internet et des blogs s'offre sans grande résistance à la manipulation ;

- Jean-Claude Guillebaud pose la question médiatique en décrivant ce monde comme « *un empire sans empereur* », autrement dit comme un processus soumis à sa logique interne qui échappe à la volonté de ses acteurs. Plus précisément, le médiatique est une culture du flux (contraire à la culture du stock, scolaire et livresque) qui produit des « *effets de croyance* ». Croyance fugitive, approximative, qui ne tend pas vers une vérité mais qui finit par constituer une rumeur à la fois inconsistante et dogmatique.

Point d'information ni de démocratie, mais une religion servie par une cléricature moralisatrice ;

- Éric Aeschmann examine le *moralisme médiatique* à partir de la présentation du tsunami et du soixantième anniversaire de la libération d'Auschwitz. Il ne s'agit plus d'exploiter un événement pour faire du sensationnel, ce que la presse a toujours su faire, ni d'informer le public, tâche du journaliste qui se tient à une certaine distance de son sujet : dans un système gouverné par l'émotion, l'acteur médiatique se place au cœur de l'événement pour délivrer un message humanitariste, compassionnel et manichéen parfaitement édifiant. Dans le combat du Bien contre le Mal, le prêtre médiatique est forcément du bon côté, contre la pédophilie, l'homophobie, le totalitarisme... « *Dans cette logique, chaque victoire du Bien, que ce soit à Berlin ou en Ukraine, marque la fin de l'histoire, l'arrêt du temps, la mort de la politique* ».

Le journaliste des grands médias est ainsi devenu un idéologue, serviteur pusillanime de la pensée dominante, doué de cécité volontaire. On comprend que les grands médias aient très mal pris le choc du *Non* au référendum du 29 mai, qui faisait surgir le réel dénié et montrait à la nouvelle cléricature que ses jours étaient comptés.

Maria DA SILVA

📖 (1) *Le Débat* - « *Penser la société des médias* » n° 138 (I), janvier-février 2006 ; n° 139 (II), mars-avril 2006, Gallimard, prix franco : 16 € chaque numéro.

Dieu est-il américain ?

Depuis la tragédie du 11-Septembre 2001, les Européens, les Français en premier lieu, regardent les États-Unis comme s'ils découvraient pour la première fois l'Amérique... Pourtant, voilà bien longtemps, au moins depuis la fin du XVIII^e siècle, que le nouveau monde exerce sur le vieux continent sa fascination, susceptible de se muer parfois en son contraire. Et puis, le fameux voyage de Tocqueville nous a armés d'une relation précieuse entre toutes, qui aurait dû nous rendre sensibles la parenté et l'étrangeté de ce peuple, embarqué pour la terre promise. Mais nous sommes incurablement oublieux et toujours prompts à imaginer l'autre selon la couleur de notre obsession du moment. J'ai ainsi relevé dans ma bibliothèque quelques livres, pas forcément médiocres, qui avaient, dans les dernières décennies du vingtième siècle, tenté de nous accrocher à un mirage très momentanément offert par l'Amérique avant-gardiste. Aucun n'a vraiment tenu le coup. Nous en sommes aujourd'hui à vitupérer la secte qui aurait pris la Maison-Blanche en otage, tout en enquêtant sur l'eldorado supposé des mœurs *queer* de la côte Ouest. C'est dire notre naïveté et surtout notre inconséquence. Le retour à Tocqueville ne nous aurait rien appris de l'énigme de la démocratie en Amérique ? N'est-ce pas que happés par le prestige de l'inédit, nous nous détournons par principe des continuités fondatrices de cette nation, autrement intéressantes que les gadgets éphémères et les excentricités clinquantes ?

C'est le mérite de l'essai de Jean-François Colosimo de revenir au mythe originel des États-Unis d'Amérique, qui présente cet avantage sans prix non seulement d'expliquer le présent mais aussi d'anticiper l'avenir jusque dans ses côtés les plus sombres. À ceux qui objecteraient qu'il est périlleux de vouloir figer dans son origine une histoire imprévisible, il répond qu'il « *serait plus grave d'oublier que le symbole demeure le plus sûr modèle – à la fois impulsion, justification, mouvement et véhicule – de toute entreprise historique. C'est de surcroît seulement en regard du mythe que se dissipent les faux débats et que les États-Unis se révèlent tels quels en eux-mêmes ; que la fuite en avant impériale qu'on leur prête apparaît plutôt comme un retour aux sources nationales ; que le messianisme dont on les accuse s'efface derrière un millénarisme autrement vital ; que le libéralisme confessionnel qu'on leur consent laisse voir un minimalisme religieux ; et qu'à rebours de leur domination actuelle à l'échelle planétaire, leur conflit de filiation avec les christianismes traditionnels, leur rivalité mimétique avec Israël, leur opposition fratricide avec l'islamisme laisse deviner des lendemains plus crépusculaires qu'il y paraît – entre autres renversements de perspectives que propose cet essai.* » C'est dire à quel point, la réflexion proposée, d'une remarquable densité reliera sans cesse la

symbolique du passé à l'actualité qui se déroule sous nos yeux, mais que l'auteur éclaire singulièrement.

Jean-François Colosimo nous propose autre chose qu'un voyage touristique : une traversée intellectuelle qui n'est pas exactement celle de Tocqueville, même si elle s'accorde totalement avec le diagnostic du gentilhomme normand, dont la leçon ne nous serait d'ailleurs *pas encore parvenue*. Le neveu de Chateaubriand est un sociologue génial, parce qu'il sait interpréter et problématiser tout ce qu'il voit et pressent. Dans son sillage, son successeur met à profit ses dons d'historien, de philosophe et de théologien. Il vérifie les intuitions tocquevilliennes, mais il fait mieux que cela. C'est un guide sûr qui se promène dans les méandres du passé et du présent pour nous indiquer quels sont les fils directeurs, les généalogies les plus pertinentes, les mutations les plus déterminantes parce que les plus accordées à la continuité phylogénétique d'une nation qui a fait schisme avec l'Europe, tout en ayant puisé aux mêmes sources bibliques et dix-huitiémistes.

par Gérard Leclerc



La nation américaine est la seule qui ait explicitement reconnu, selon le vœu de Jean-Jacques Rousseau, une religion civile qui fonde l'exercice de la démocratie moderne. Alors que l'Europe semblait – la France, en tête – rejeter le christianisme de la vie civile pour mieux établir un régime de liberté et d'égalité, l'Amérique des Pères Fondateurs se réclame du christianisme pour se mettre en accord, dit George Washington, avec « *les règles éternelles de l'ordre et du droit que le Ciel lui-même a prescrites* ». Le langage n'a pas changé depuis lors. On impute, bien à tort, à George W. Bush la spécificité d'une rhétorique religieuse, présente dans tous ses discours. Mais ses prédécesseurs immédiats ont parlé de même. Clinton, le premier. Aurait-on oublié qu'on se moquait de Carter et de ses prêches de pasteur

baptiste ? Ce qui est vrai, c'est que le pluralisme religieux est aussi la marque indélébile de ce pays, qui, d'origine protestante, ne privilégie aucun culte, les reconnaît tous et a fait de la liberté religieuse le pivot de toute la vie sociale. Mais l'envers de ce pluralisme, c'est justement la religiosité politique américaine qui absorbe dans le plus petit commun dénominateur les religions instituées, avec des conséquences déjà perçues par Tocqueville. Le monothéisme presque unanimement partagé s'accorde aussi avec un réel paganisme ambiant (Tocqueville parlait de panthéisme).

Cette ambiguïté foncière explique l'actuelle symbiose entre le fondamentalisme en pleine expansion et le consumérisme commercial éhonté qui change la nature du religieux en simple développement personnel. En même temps la religiosité politique suscite d'assez terrifiantes visions d'apocalypse, avec le choc des civilisations en arrière-fond et Israël pris en otage d'une confrontation où l'Amérique s'enferme dans un millénarisme de nation sainte. Le caractère succinct de ces quelques remarques indique assez qu'il faut absolument lire Jean-François Colosimo, pour être exactement informé de ce voyage intellectuel. Un voyage qui se termine par une prise de décision imprévue, théologique, dans le sillage du grand Bonhoeffer, fuyant la sécurité spirituelle américaine pour le rendez-vous du martyr, à Berlin... Avec une telle conclusion l'auteur nous inviterait-il à un réexamen radical de la religiosité américaine ? ■

■ Jean-François Colosimo - « *Dieu est américain – de la théocratie aux États-Unis* », Fayard, prix franco : 16 €.

25^e Congrès de la Nouvelle Action royaliste

Nous publions ici les textes qui ont été adoptés lors du 25^e Congrès de la NAR qui s'est tenu à Paris les 1^{er} et 2 avril dernier. Ces textes sont également disponibles sur notre site internet www.narinfo.fr

Déclaration de Politique Générale

La France est entrée au mois de février dans une nouvelle phase de la crise politique et sociale qui, depuis dix ans, met en mouvement un nombre croissant de Français.

Cette crise est provoquée par l'attitude des dirigeants des partis de droite et de gauche, qui réduisent l'action politique à des intérêts de carrière et qui veulent jouir de leurs privilèges tout en imposant au peuple français des sacrifices insensés.

Par leurs votes de rejet des équipes de droite et de gauche alternativement, par leurs votes de protestation – le 21 avril 2002 tout particulièrement – les Français ont voulu montrer qu'ils refusaient les orientations autoritairement décidées depuis 1983.

Le déni de démocratie est devenu manifeste lorsque les oligarques de droite et de gauche ont délibérément refusé de tenir compte du Non au référendum du 29 mai 2005, qui portait condamnation d'une prétendue « constitution » européenne et de l'idéologie ultra-libérale prescrite dans le traité.

En décidant de nouvelles mesures de déréglementation, dans l'intention de détruire le droit français du travail, le gouvernement et sa majorité ont provoqué le mouvement de révolte des lycéens, des étudiants et des salariés de tous niveaux qui refusent à juste titre le CPE, la précarité et plus généralement le système d'exploitation dont ils sont victimes.

Au lieu de jouer le rôle d'arbitre qui lui est prescrit par la Constitution, le président de la République, désavoué par le peuple français en mai 2005, a de nouveau choisi d'agir dans l'intérêt de la minorité privilégiée et selon ses objectifs électoraux. Ce mépris du peuple français risque d'engendrer une violence croissante.

Il serait désastreux que la crise actuelle favorise l'arrivée au pouvoir de personnes et d'équipes mêlant l'autoritarisme et l'ultra-libéralisme ou masquant leur acceptation résignée du « marché » par quelques mesures d'accompagnement social.

L'urgence est de définir un nouveau projet politique pour la nation, capa-

ble de mobiliser plusieurs familles politiques et toutes les générations.

Pour sa part, la Nouvelle Action royaliste rappelle les principaux éléments de son programme, qui peuvent susciter l'intérêt de citoyens appartenant à différentes traditions :

- ♦ Restauration de la V^e République dans la fidélité à son esprit : allongement de la durée du mandat présidentiel, limitation des possibilités de candidature du Premier ministre à l'élection présidentielle, élection du Sénat à la proportionnelle intégrale.

- ♦ Mise en place en urgence d'une protection tarifaire des activités nationales et négociation avec nos partenaires européens en vue de la définition d'un tarif extérieur commun et d'une nouvelle politique monétaire européenne qui suppose le contrôle étroit de la Banque centrale européenne et la redéfinition de ses missions, le remplacement par une monnaie commune d'une monnaie unique qui constitue un insupportable carcan dont une ou plusieurs nations européennes auront bientôt à se défaire.

- ♦ Nationalisation du crédit et des secteurs stratégiques de l'industrie française ; planification démocratique et indicative du développement de l'activité nationale.

- ♦ Politique de relance par le budget notamment pour financer le secteur public et les grands programmes de développement ; hausse généralisée des salaires afin de soutenir la demande globale – cette politique de relance visant explicitement le retour au plein emploi.

- ♦ Présentation à nos partenaires du projet de Confédération européenne réunissant l'ensemble des États du continent en vue d'une politique de sécurité commune impliquant la sortie de l'OTAN, la définition d'une politique européenne de recherche et de développement, l'action commune auprès des institutions financières internationales dans la perspective de la mise en œuvre de politiques de financement du développement.

*

La Nouvelle Action royaliste est engagée dans la lutte contre l'ultra-libéralisme. Elle développera et précisera ses propositions dans les mois qui viennent, afin de contribuer au débat démocratique et de préparer un nouveau rassemblement politique, dans la fidélité à la Déclaration de 1789 et au Préambule de 1946, selon l'esprit de la Constitution de la V^e République.

■

La réforme du système monétaire

La création d'une monnaie unique était présentée aux peuples comme la solution à toutes les difficultés de l'Union européenne : édification d'une « forteresse » contre la spéculation monétaire, prise de conscience d'un intérêt commun favorisant la construction d'une Europe politique pleinement intégrée, facilités résultant de la suppression des mécanismes de change.

Techniquement réussi, le « passage à l'euro » est à tous égards un échec :

- ♦ Mal acceptée par les populations qui ont durement ressenti les hausses de prix, la nouvelle monnaie n'a pas fait naître une conscience européenne post-nationale ni empêché la crise politique européenne révélée par les référendums français et hollandais.

- ♦ L'euro reste dépendant des décisions américaines qui déterminent dans une large mesure les mouvements conjoncturels dans notre zone monétaire : la force du dollar par rapport à l'euro a favorisé la croissance entre 1999 et 2002. Souhaité par la Banque centrale européenne, « l'euro fort » a été un facteur important de la logique de récession entre 2002 et 2005.

- ♦ L'euro n'a pas permis l'unification des prix ni assuré la convergence des économies nationales.

- ♦ En revanche, tous les peuples de la zone euro souffrent des conséquences de la politique monétaire restrictive arbitrairement décidée par la Banque centrale européenne au nom de la lutte contre une inflation salariale inexistante.

En conséquence, la Nouvelle Action royaliste souhaite que soit définie une nouvelle politique monétaire : le Réseau européen de banques centrales doit être contrôlé par le Conseil européen qui aura à assigner à la Banque centrale européenne des objectifs de croissance économique et de soutien aux exportations de l'Union – sans égards pour le taux d'inflation.

La monnaie unique doit être abandonnée au profit d'une monnaie commune conçue comme unité de compte glo-

bale et instrument de réserve ; elle sera uniquement détenue par les Banques centrales de l'Union européenne ; les monnaies nationales seront convertibles dans la monnaie commune, selon des taux de change révisables – ce qui permettra des dévaluations et des réévaluations décidées par le Conseil européen, maître de la politique de change de l'Union.

La Nouvelle Action royaliste souhaite que le Conseil européen engage la réforme du système monétaire et financier international.

Le retour à l'ordre financier mondial implique le contrôle des mouvements internationaux de capitaux afin d'empêcher les opérations spéculatives et de lutter contre le crime organisé. Il est également indispensable de transformer le rôle du Fonds monétaire international qui devra se concentrer sur la distribution la plus large possible de crédits. La garantie préalable qu'il accorde aux emprunts internationaux ne doit pas lui permettre d'imposer aux gouvernements des conditions économiques et sociales insupportables.

Quant au système monétaire international, la Nouvelle Action royaliste estime qu'il est dans l'intérêt des nations européennes de limiter les effets pervers de la puissance américaine, à travers le rôle mondial du dollar.

Trois principes doivent être posés :

- ♦ création de systèmes monétaires continentaux, sur le modèle de la monnaie commune européenne ;

- ♦ retour aux changes fixes entre ces systèmes, afin de donner un fondement solide aux accords commerciaux internationaux et pour assurer sur le long terme la stratégie des exportateurs ;

- ♦ création d'une monnaie de réserve mondiale, fondée sur un panier de monnaies.

Telles sont les conditions monétaires et financières de la croissance des nations européennes et d'une politique mondiale de développement.

Politique des transports en Europe

Ouverts naturellement, les mers et les fleuves furent les premières voies de communication et d'échanges pour relier les hommes entre eux. De cette réalité découle un constat : parce que le transport des marchandises et des personnes était rendu possible, de grands ensembles politiques se constituèrent sur le pourtour des mers. Plus tard, des fleuves servirent d'épine dorsale à d'autres ensembles politiques. Puis vinrent les créations des hommes et des États : canaux, chemins de fer et aviation.

La Nouvelle Action royaliste constate :

- ♦ Qu'une politique européenne des transports ne peut aller sans une politique d'aménagement du territoire ;

- ♦ Que les politiques de libéralisation et de déréglementation des transports menées par l'oligarchie européenne ont notamment eu pour conséquence néfaste la densification des flux sur des axes (en particulier routiers) privilégiés et surexploités, au risque de multiples congestions, problèmes de sécurité et risques environnementaux.

Parce que la Nouvelle Action royaliste ouvre la perspective d'une Europe organisée sous la forme souple d'une Confédération d'États vouée à la mise en œuvre de plans et de programmes d'intérêt commun, elle proclame que :

- ♦ Il est urgent de lancer un grand programme européen des transports en donnant la priorité aux infrastructures respectueuses des sites et de la sécurité de tous : riverains, usagers et professionnels. A ces conditions, les projets de transports prioritaires routiers, autoroutiers, ferroviaires et combinés déjà définis par l'Union européenne doivent être menés à terme.

- ♦ La France doit donner l'exemple et se doter d'un vrai programme planifié de création et de conservation de ses acquis et promouvoir une politique des transports intégrée dans une politique ambitieuse d'aménagement du territoire.

- ♦ Les moyens de transports publics doivent cesser de se voir régis par la simple loi du marché, l'exemple de la réalisation et de l'exploitation privées du tunnel sous la Manche montrant bien les désastres auxquels elle peut conduire.

- ♦ La Nouvelle Action royaliste propose que :

- ♦ Le Conseil européen remplace son rôle d'initiateur et de coordinateur de la politique commune.

- ♦ La priorité soit donnée à la modernisation, au développement et à l'interconnexion des réseaux de voies ferrées ainsi qu'à la mise en place d'une politique de ferroutage pour les transports « longs parcours ».

- ♦ La modernisation, l'interconnexion et la mise aux normes des voies d'eau pour la circulation des gros tonnages (canaux, cours d'eau, ports) soient réalisées.

- ♦ L'impératif de service public soit défendu pour la déserte et le développement des zones isolées sur l'ensemble de l'Europe.

Le préalable à la construction d'un ensemble politique européen prospère et harmonieux est de disposer de moyens et de voies de communication en nombre et en qualité. Les transports constituent, de ce point de vue, un véritable instrument de cohésion territoriale de l'Europe, bien avant l'imposition de l'euro et bien loin du débat sur les limites frontalières.

MERCREDIS DE LA NAR

- ♦ **Mercredi 19 avril** - Pas de réunion en raison des vacances.

- ♦ **Mercredi 26 avril** - Avec **Anne Nivat**, reporter de terrain (Afghanistan, Tchétchénie...).

ILE-DE-FRANCE

Réunion le **samedi 29 avril** de 15h30 à 17 h dans nos locaux 17, rue des Petits-Champs. Tour d'horizon politique animé par Philippe Labarrière. Lecteurs sympathisants seront les bienvenus.

Fragiles victoires

Lorsque le référendum sur le « traité constitutionnel » fut annoncé, la victoire du Non était improbable. Pourtant, l'imposture juridique et l'ultra-libéralisme firent l'objet d'un rejet massif et motivé.

Dans les premiers jours de février dernier, il ne paraissait pas possible d'empêcher le Premier ministre de détruire le contrat de travail (1) avec la complicité de son ministre de l'Intérieur. Pourtant des manifestants, comptés en centaines de milliers puis en millions, ont mené contre le CPE une formidable bataille d'arrêt avec l'assentiment d'une grande partie de la population.

La preuve est faite que, dans sa grande majorité, le peuple français récuse l'idéologie dominante et rejette le catalogue des « réformes » de régression que les oligarques voudraient lui imposer. Tous ensemble, nous avons montré que l'individualisme avait des limites et que notre résignation apparente cachait une immense impatience.

Pendant les années d'attente, les Français sont devenus de plus en plus lucides sur le milieu dirigeant et ils ont acquis une excellente compréhension des techniques de propagande et d'intimidation mal camouflées sous l'idéologie de la « communication ». Le chômage, la contrainte salariale, les privatisations, le passage à l'euro, les délocalisations et les formes multiples de la violence managériale leur ont donné une connaissance directe ou indirecte, toujours éprouvante, des systèmes de destruction et d'exploitation qui sont à l'œuvre.

Qu'il s'agisse des chefs de la droite ou de la gauche, des patrons de médias, des gens du Medef ou des principales figures du capitalisme financier, le milieu dirigeant n'a pas affaire à des réactions de mauvaise humeur (la « grogne ») et à des poussées de colère d'un peuple d'enfants mais à la révolte raisonnée de la plupart des salariés. Dire que cette révolte est « populiste » ne changera rien. Nous sommes dans un mouvement à longue por-



tée : commencé en novembre 1995, il s'est exprimé par les votes de rejet de 1997 et de 2002, lors du référendum de 2005 et dans la révolte contre le CPE.

Ceux qui participent à cette contestation radicale tiennent ces faits pour évidents. Les oligarques semblent ne pas saisir la nature du danger qui les menace. Il y a chez eux une peur sourde, compensée par le déni de démocratie et un formidable mépris pour le peuple français, qui serait trop bête pour comprendre leurs manipulations, et trop veule pour ne pas vouloir être forcé. Tels que les rapportent nos quotidiens, les fantasmes virils de Dominique de Villepin

sont à cet égard tristement significatifs.

Ce mépris du peuple est dangereux : qu'ils se voient acculés, qu'ils refusent de reconnaître leurs erreurs et leurs fautes par orgueil de classe, qu'ils se prennent pour Bonaparte ou qu'ils soient aveuglés par leur ambition, les oligarques iront jusqu'au bout de leur logique belliqueuse. Ceci non sans consentir aux replis tactiques qui leur permettront de préparer de nouvelles offensives, avec d'autres mots et de nouvelles dispositions législatives.

Dans cette guerre sociale, Nicolas Sarkozy reste le plus inquiétant de tous les stratèges. A la première occasion, il tentera de réveiller les pulsions communautaristes en espérant substituer ce type de violence à la lutte de classes.

Surtout, le futur candidat s'est approprié le rapport Camdessus de 2004, qui est à la pointe de l'ultra-libéralisme : privatisation des services de l'État, réduction de la dépense publique, réforme très bienveillante de la fiscalité du capital et tant d'autres propositions inacceptables pour la majorité des Français. Parmi celles-ci, la mise en forme juridique du chantage qui consiste à donner le choix entre le chômage et un emploi flexible « faiblement rémunéré » : tel serait le *contrat unique* qu'on cherche à imposer aux salariés et que Nicolas Sarkozy, tactiquement hostile au CPE, s'empresserait de faire adopter s'il entrait à l'Élysée et s'il avait l'appui d'une majorité au Parlement.

Intelligent, dénué de convictions et de scrupules, habité par son ambition, Nicolas Sarkozy reste l'adversaire principal, celui qui risque d'effacer par la ruse et la démagogie nos victoires partielles et encore si fragiles.

Bertrand RENOUVIN

(1) cf. l'article de Nicolas Palumbo : « L'hallali a sonné », *Royaliste* n° 875, 6 - 19 février 2006.